

« République et islam : relevons le défi ensemble »

Nous, intellectuels et personnalités publiques de tous horizons, réunis pour que nos concitoyens de culture musulmane de France trouvent toute leur place dans la société française et pour que la République en soit plus forte, plus riche, plus cohérente, lançons aujourd'hui deux appels solennels à la responsabilité collective des acteurs politiques et de l'ensemble des forces vives de notre société. Les attentats terroristes des 7, 8 et 9 janvier à Paris ont suscité des réactions et des polémiques qui ont mis à nu la gravité des tensions sociales et culturelles liées à l'islam. La mobilisation du 11 janvier 2015, animée par un esprit de concorde nationale et d'affirmation des valeurs de la République, a porté le message ferme et optimiste de la possibilité d'un vivre ensemble tolérant et fraternel. Mais cet esprit du 11 janvier doit se transformer en un mouvement durable destiné à clarifier les relations entre nos compatriotes de culture musulmane et la République, et à déterminer les conditions d'un islam de France en adéquation avec la République, ses valeurs et ses lois.

A cette fin, nous soutenons la proposition du Gouvernement visant à constituer une « instance de dialogue » entre l'Etat et nos concitoyens de culture musulmane.

Cette instance de dialogue pourra réussir si elle se caractérise par sa pluralité, et se compose de personnalités se reconnaissant dans la sphère de l'islam à des titres divers, confessionnel mais aussi culturel au sens le plus large. Cette pluralité constituera pour l'instance de dialogue un gage de crédibilité, tant aux yeux de nos concitoyens de culture musulmane que des institutions. Ce sera aussi un gage d'ouverture en direction de tous ceux qui veulent s'impliquer avec nos concitoyens de culture musulmane dans la construction en commun du vivre ensemble.

Notre conviction est que nous entrerons dans une nouvelle ère, pacifiée, du rapport entre la France et ses concitoyens de culte musulman seulement si ces deux responsabilités, celles des pouvoirs publics et celle de nos concitoyens de culture musulmane sont pleinement assumées, de concert.

Appel à tous ceux qui se réclament de la République et veulent faire vivre ses valeurs, aux responsables politiques et aux pouvoirs publics

La République doit affirmer ses principes et ses valeurs – d'égalité des droits et des devoirs, de laïcité, d'égalité des sexes, de mixité – de façon ferme face à certaines revendications qui se présentent comme « religieuses » mais qui sont incompatibles avec les valeurs et les principes de la République. La difficulté que doit assumer la République est de conjuguer toujours cette fermeté avec le discernement, l'esprit de justice, la tolérance – de telle sorte que jamais ne soit confondue, dans notre pays, la lutte contre des formes radicales d'expression dite religieuse avec une quelconque hostilité à l'égard de la religion elle-même, et à ses pratiques. Les lois, règlements et chartes qui mettent en œuvre le principe de laïcité dans la diversité de nos espaces sociaux doivent ainsi être expliqués pour être acceptés par tous comme autant de règles au service de la liberté de conscience, de la liberté d'expression, du bien commun et de l'intérêt général.

En rupture avec ces principes, des discours d'exclusion ou de stigmatisation ont cherché à instrumentaliser la notion de laïcité pour en dévoyer le sens et la portée.

Il y a donc un immense effort de reconquête à opérer dans notre pays, de la part des républicains de tous bords pour s'assurer que la laïcité ne puisse plus être dans le futur dénoncée par certains comme liberticide et discriminatoire, ni utilisée par d'autres comme un instrument d'éradication du religieux et de rejet systématique des revendications de nos concitoyens de culture musulmane.

Notre appel invite les républicains à réaffirmer le principe de laïcité comme principe de conciliation des libertés, au service de l'émancipation de chaque conscience libre, de la concorde civile et de l'intérêt général.

Il n'y a nul besoin de modifier la loi de séparation des Eglises et de l'Etat du 9 décembre 1905 : elle garantit la liberté de conscience et le libre exercice des cultes, en fixant pour tous la même limite du respect de l'ordre public. Il n'y a pas de contradiction entre ce principe de séparation et les conditions de la construction de lieux de cultes : aux pouvoirs publics d'être vigilants sur les refus d'autorisation discriminatoires et aux fidèles de financer la construction des mosquées. Grâce à cette définition de la laïcité, l'islam « des caves » est en voie de résorption et le culte musulman dispose désormais de lieux de culte qui accueillent dignement ses fidèles tout en participant à l'enrichissement du patrimoine commun. Quant aux autres demandes spécifiques à la pratique religieuse, la jurisprudence française y fait droit dans le respect de la loi de 1905, sans traiter l'Islam différemment des autres cultes.

Aux pouvoirs publics d'apprendre à dire les choses avec fermeté, avec clarté, avec sérénité, avec discernement. En particulier, aux républicains d'apprendre à dénoncer le fanatisme, l'intégrisme religieux sans tomber dans l'amalgame à l'égard de toute une religion mais sans aussi se brider ou se censurer de peur d'être antireligieux. Ce n'est pas être « islamophobe » que de distinguer la majorité des musulmans, républicains dans leur comportement, des fanatiques qui se disent musulmans mais qui sont, surtout, des ennemis de la République.

Aux pouvoirs publics de combattre et de dénoncer les actes de vandalisme qui visent tous les lieux de cultes ou de sépultures, aussi bien que tous les actes de violence qui portent atteinte à l'intégrité et à la dignité des personnes pour des motifs religieux.

Aux pouvoirs publics, en fidélité avec les idéaux républicains d'égalité des droits, de renforcer considérablement les politiques de lutte contre les discriminations, afin que les compétences de chacun et l'égalité des chances ne dépendent ni des origines ni des appartenances – réelle ou supposée – à telle ou telle culture. Des questions non encore résolues offrent prise à la conviction d'un double traitement selon l'origine.

Aux pouvoirs publics de remédier d'urgence à la très grande méconnaissance de la culture islamique – dans sa diversité intellectuelle,

spirituelle, historique et géographique. Seule la diffusion de sa connaissance peut remédier au choc des ignorances, entre ceux qui assimilent l'islam à des stéréotypes et ceux qui le confondent avec l'islamisme. Car le préjudice est double. Sur le plan intellectuel, la recherche française en matière d'étude et de connaissance de l'islam n'occupe pas la place qui devrait être la sienne dans nos universités. Sur le plan social, la population française d'origine et de culture musulmane compte un nombre important de femmes et d'hommes cultivés, diplômés, et de jeunes en attente d'un discours dynamique sur l'islam et ses multiples apports, qui articule de façon cohérente la possibilité d'un héritage de sa culture avec son inscription dans les conditions de la vie et de la civilisation contemporaine.

Aux pouvoirs publics, de se mobiliser pour combattre la ségrégation territoriale dans lesquels la relégation, la précarité économique voire la grande pauvreté, l'absence totale parfois de mixité culturelle et sociale, le sentiment d'abandon, font des ravages à deux égards : d'une part, toute confiance y est perdue, par nombre d'habitants, en une promesse républicaine et en une appartenance à la société française qui apparaissent abstraites et lointaines ; d'autre part, les conditions sont réunies, sur ces mêmes territoires, pour que se développent un fondamentalisme et un communautarisme religieux, qui se prétendent le seul refuge d'identité, d'appartenance réelle et de solidarité sociale.

Nous sommes tous responsables du vivre ensemble.

La République est notre bien commun. Pour redonner sens à la promesse républicaine, il est impératif de ne pas laisser la fracture sociale se cristalliser en fracture mémorielle et culturelle. C'est l'aggravation conjointe de ces deux fractures qui serait de nature à précipiter la faillite de l'idéal républicain. Pour une égalité des chances retrouvée *pour tous*, une mixité sociale et culturelle retrouvée *partout*, une reconnaissance des apports de la diversité culturelle et humaine à notre histoire commune, les principes et valeurs de la République – liberté, égalité, fraternité, solidarité, laïcité – doivent se transformer en actes.

Appel à tous nos concitoyens de culture musulmane

L'Islam est porteur d'une grande civilisation, matrice de grandes cultures depuis le VIIe siècle jusqu'à nos jours. Cependant, il est aujourd'hui une civilisation et une religion partout en crise profonde – comme en témoignent aussi bien l'issue chaotique et incertaine des Printemps arabes de 2011 que la difficulté durable des populations musulmanes à trouver leur place sans heurts dans les sociétés occidentales. Une part de ces heurts est le fait des tensions qui traversent aujourd'hui ces sociétés, déstabilisées par les difficultés économiques, désertées par les grands idéaux collectifs, travaillées par des inégalités qui s'aggravent et les pertes d'identité, ce qui fait trop souvent de l'Islam et de nos concitoyens de culture musulmane des boucs émissaires. Mais une part de responsabilité vient aussi de certains de nos concitoyens de culture musulmane, qui n'ont pas encore collectivement fait un effort suffisant d'adaptation à la société française.

A nos concitoyens de culture musulmane de promouvoir une culture qui renonce à brandir les signes extérieurs de leur foi sous une forme de provocations intransigeante et radicale, à trouver la mesure éthique d'une manifestation publique de leurs pratiques religieuses en une expression pleinement compatible avec le contexte culturel français qui est aussi le leur, à eux de comprendre que la burqa, le refus de serrer la main à une femme, ou les prières de rue ne sont pas acceptables en République et que l'égalité de droits entre hommes et femmes est un principe universel de la République.

A nos concitoyens de culture musulmane de promouvoir une culture qui renonce à un islam stéréotypé et standardisé, prétendant imposer d'un bout à l'autre de la planète les mêmes tenues vestimentaires et les mêmes mœurs, coutumes ou traditions sacralisées.

A nos concitoyens de culture musulmane de promouvoir une culture qui permette d'élever leur exigence spirituelle, leur compréhension et leur pratique de l'islam au-delà de la répartition binaire de tous les actes de la vie selon des normes imposées par des théologiens et des prédicateurs qui

s'érigent en maîtres de religion et cherchent à embrigader les jeunes à travers les réseaux sociaux.

A nos concitoyens de culture musulmane, enfin, d'œuvrer par la manifestation d'une intelligence constante dans leurs expressions publiques à gagner le respect et la considération de tous, et à ce que l'image donnée de cette religion et de cette culture dans les médias ne se prête plus au sensationnalisme, et à l'exacerbation des peurs et des incompréhensions.

L'islam a besoin aujourd'hui d'un aggiornamento critique et créateur avec lui-même. Combien de nos concitoyens de culture musulmane n'attendant qu'une chose, ici en France, à savoir que notre pays devienne le lieu d'une profonde mutation de cette culture spirituelle de l'Islam, qui la dégage enfin toute entière de ce qui pour l'heure la fait régresser ?

Ce sera la volonté constante de l'instance de dialogue dont nous voulons contribuer à la réussite que de s'adresser ainsi non seulement à la République mais aux musulmans - pour approfondir le vivre ensemble et contribuer à ce que le généreux postulat selon lequel « la France est une chance pour l'islam, et l'islam une chance pour la France » trouve enfin une signification et une réalité effectives pour tous.